Talamid.ma : هذا الملف تم تحميله من موقع

Lycée : ANISSE
Matière : Economie générale- Statistique
Professeur : Mme EL KOURICHI
Filière : S.G.E.
Durée : 3 heures

Niveau : 2ème année
Année scolaire : 2016/2017
Nombre de pages : 3
Coefficient : 6

CONTRÔLE N°1 DU 2ème SEMESTRE

Exercice I : (3 points)

CONJONCTURE: 2016, LA PIRE ANNÉE AU MAROC DEPUIS 20 ANS!

Le PIB en 2016 devrait connaître son plus faible niveau depuis la fin des années 90. Toujours dépendant de l'agriculture et soumis aux aléas climatiques, le Maroc peine encore à trouver les sillons de la croissance.

Sans doute, Abdellatif Jouahri savait qu'en prononçant le chiffre de "**1%** de croissance" comme prévision de croissance pour cette année, il allait provoquer stupeur et inquiétudes dans les milieux concernés.

Une nouvelle fois en 2016, la croissance du PIB national sera donc lourdement impactée par la mauvaise campagne agricole qui s'annonce. Avec une récolte céréalière prévisionnelle d'à peine 38 millions de quintaux et un secteur industriel qui peine à prendre la relève (seulement 2,8% de croissance pour le PIB non agricole comprenant également les performance du secteur tertiaire !), l'économie nationale devra se contenter du minimum de croissance, et cela n'est pas sans conséquences.

Vers une importante hausse du chômage

La première répercussion qui devrait être perceptible est liée au marché du travail. Selon des études de cabinets internationaux, 200 000 à 250 000 nouveaux demandeurs d'emploi arrivent sur le marché du travail chaque année. Les études ont démontré que, pour absorber ce flux, le Maroc a besoin d'une croissance d'au moins 7% par an.

En d'autres termes, avec 1% de croissance prévue pour 2016, il faut s'attendre à une nette augmentation du taux de chômage.

De même, **le faible niveau de croissance risque d'avoir des impacts directs sur la demande intérieure** qui, pour rappel, a été un véritable stimulateur de l'économie ces dernières années. Ceci devrait donc plonger le Maroc dans un cercle vicieux. Du moins, jusqu'à ce que le secteur agricole redémarre. Le pire n'est jamais sûre, mais qu'en sera-t-il pour 2017 ?

Source : www.fr.le360.ma du 23/03/2016

T.A.F.:

1. **Lire la valeur soulignée du document ; (0.5 pt)**
2. **Expliquer l'évolution éventuelle du PIB en 2016 ; (0.5 pt)**
3. **Relever deux facteurs qui expliquent la fragilité de la croissance économique marocaine; (1 pt)**
4. **Expliquer la phrase soulignée du document (0.5 pt)**
5. **Expliquer deux conséquences de la croissance économique prévue en 2016 sur l'économie marocaine. (0.5 pt)**

Question de synthèse : (4 points)

Sur la base du document ci-dessus et des connaissances acquises, caractériser la conjoncture économique en 2016, montrer ses conséquences sur l'économie (trois conséquences) en proposant des solution pour améliorer cette situation (deux solutions), en respectant la structure de la question de synthèse.

Talamid.ma : للمزيد من الملفات قم بزيارة الموقع

Talamid.ma : هذا الملف تم تحميله من موقع

Exercice II : (5.25 points)

Zone euro : la menace déflationniste toujours d'actualité

L'inflation en zone euro est repassée en territoire négatif en février 2016, à **-0,2 %** sur un an. Les prix n'avaient plus baissé dans l'union monétaire depuis septembre 2015. Les quatre premières économies de la zone euro ont connu en février 2016 une baisse des prix sur un an. Certes, les prix de l'énergie continuent à tirer l'indice vers le bas avec un recul sur un an de 8 % en février contre 5,4 % en janvier, mais ce phénomène n'est clairement plus le seul élément en cause.

L'augmentation des prix qui rend compte du niveau des prix en excluant les effets de l'énergie, de l'alimentation... , recule en effet fortement, repassant de 1 % à **0,7 %,** soit son niveau d'avril 2015. Une lourde chute qui s'explique par deux phénomènes : les effets de la remontée de l'euro et ceux des « effets de second tour » où la baisse du prix de l'énergie commence à se transmettre aux autres biens.

La situation est donc plus que jamais sérieuse. Rappelons que si l'inflation faible ou négative peut avoir des effets immédiats positifs en dégageant du pouvoir d'achat sur les ménages, elle représente en réalité un véritable danger à moyen terme pour l'économie, pour au moins quatre raisons. D'abord, parce que l'inflation actuelle détermine toujours les anticipations futures d'inflation. Ensuite, une inflation faible durable réduit considérablement la capacité des entreprises à maîtriser et à anticiper leurs prix et, du coup, leurs bénéfices. Dans une telle situation, décider d'investir est pratiquement impossible. D'autant que la faiblesse des prix traduit aussi une faiblesse de la demande. Par ailleurs, l'inflation faible est un piège pour les économies européennes parce qu'elle alourdit considérablement le poids de la dette en faisant pression sur les taux réels et en alourdissant le coût du remboursement du capital.

Enfin, l'inflation faible ou faiblement négative est une porte d'entrée vers une vraie logique déflationniste, celle où la baisse des prix s'alimente elle-même.

Source : www.latribune.fr du 29/02/2016

1. **Nommer l'expressions soulignée du document (0.5 pt)**
2. **Lire les valeurs en gras soulignées du document (1 pt)**
3. **Relever et expliquer deux facteurs de l'évolution des prix dans la zone euro en 2016 ; (1 pt)**
4. **Relever un effet positif d'une inflation faible ; (0.5 pt)**
5. **Expliquer la logique déflationniste évoquée dans le dernier paragraphe du document (0.75 pt)**
6. **Relever et expliquer deux conséquences négative d'une inflation faible sur l'économie (1.5 pt)**

Exercice III: (4 points)

Banques : 39,5 milliards de besoins en liquidités

Les besoins en liquidités des banques se sont établis à 39,5 milliards de dirhams (MMDH) en janvier 2015, en relation avec la quasi-stabilité du montant minimum de la réserve monétaire, selon Bank Al-Maghrib (BAM).

Cette évolution est attribuable notamment à un léger effet expansif de l'ordre de 200 millions de dirhams exercé par les facteurs autonomes de liquidité bancaire sur les trésoreries bancaires, en relation principalement avec la baisse de la circulation fiduciaire.

Dans ces conditions, BAM a injecté un montant de 42 MMDH, dont 26 MMDH à travers les avances à 7 jours et 16 MMDH par des prêts accordés dans le cadre du programme de soutien au financement de la TPME, précise la revue mensuelle.

Le conseil d'administration de BAM a décidé le 16 décembre 2014, d'abaisser le taux directeur de 2,75% à 2,5%.

Concernant les taux débiteurs, les données relatives au quatrième trimestre font apparaître une stabilité à 6,03% du taux moyen pondéré du crédit bancaire. L'analyse par objet indique une hausse de 11 points de base du taux des facilités de trésorerie et de celui des prêts immobiliers.

Source : aufait du 17/02/2015

T.A.F. :

1. **Caractériser la situation du marché monétaire au Maroc en janvier 2015 ; (0.5 pt)**
2. **Relever du document une composante de la masse monétaire ; (0.5 pt)**
3. **Expliquer l'évolution des liquidités des banques ; (0.5 pt)**
4. **Compléter le tableau suivant sur votre copie : (0.75 pt)**

Talamid.ma : للمزيد من الملفات قم بزيارة الموقع

Talamid.ma : هذا الملف تم تحميله من موقع

Actions de politique monétaire	Objectifs intermédiaires	Objectifs finals
-		
-		

5. **Dégager la nature de la politique monétaire adoptée par BAM en 2015. (0.5 pt)**

Exercice III : (5 points)

Budget général 2012

Les dépenses du budget général ont clôturé 2012 sur un trend haussier. La ventilation à fin décembre est estimée à 13,6% par rapport au même mois de l'année précédente. L'encours pour sa part a dépassé les 280 MMDH. Cette évolution résulte essentiellement de l'augmentation des dépenses de fonctionnement qui ont affiché une progression de 17,3% pour un total de 197,4 MMDH. Dans la même optique, les dépenses de matériel se sont chiffrées à 28,1 MMDH, en hausse de 20,7%. De même, les charges en intérêts de la dette ont suivi la même cadence. Pour un encours de 19,2 MMDH, ces charges ont marqué une progression de 9,8% par rapport au même mois de l'année précédente. En revanche, les dépenses d'investissement ont connu un léger repli estimé à une baisse de 0,2% pour un total de 47,6 MMDH.

Le ministère des finances a par ailleurs souligné que le Trésor a eu recours au financement intérieur et ce pour un montant de 52,2 MMDH contre 33,3 MMDH versés une année auparavant. Notons que les recettes ordinaires ont grimpé de 3,6% à fin décembre 2012. Leur encours a atteint pour la même période les 198,9 MMDH. «Cette progression est due à la hausse des recettes fiscales de 6,4% et celle de monopole de 9,4%», relève-t-on du ministère des finances.

Source : Aujourdhui.ma du 11-02-2013

T.A.F. :

1. **Relever et illustrer deux dépenses ordinaires en 2012 ; (0.5 pt)**
2. **Calculer le solde ordinaire en 2012 ; (0.5 pt)**
3. **Calculer le solde du budget général en 2012 ; (0.5 pt)**
4. **Préciser en justifiant la nature de la politique budgétaire adoptée en 2012 (1 pt)**
5. **Expliciter une conséquence de cette politique sur l'activité économique ; (1 pt)**
6. **Pour faire face à cette situation des finances publiques, l'Etat a dû faire appel à une certaine solutions :**
    a. **Préciser cette solution à partir du document (0.5 pt)**
    b. **En citer et expliquer une limite (1 pt)**

Talamid.ma : للمزيد من الملفات قم بزيارة الموقع